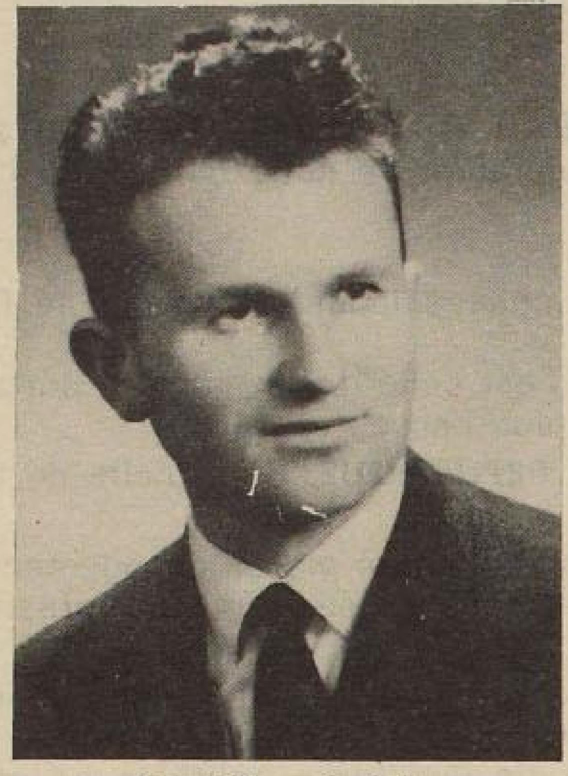
ELECTIONS LEGISLATIVES DE 1968 - 5e Circonscription du Finistère (Morlaix II)

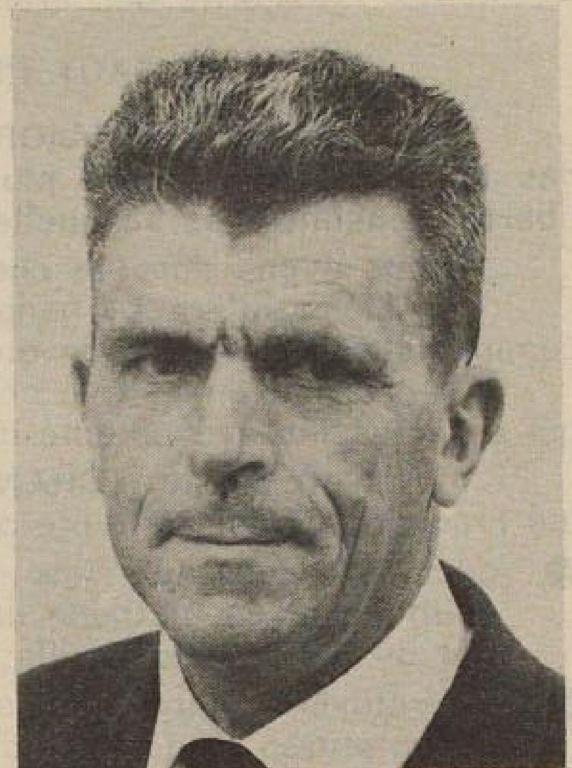
Yves CABIOCH



Conseiller général
du canton de Landivisiau
Adjoint au Maire de Landivisiau

Candidat Républicain d'action Sociale et Economique

Apparenté P.D.M.



SUPPLÉANT :
Jean-Marie KERMARREC
Conseiller général du canton de Daoulas
Maire de Logonna-Daoulas
Croix de guerre
Médaillé militaire

ÉLECTRICES, ÉLECTEURS,

Il y a quinze mois, sollicité par de nombreux élus locaux, je me présentais à vos suffrages pour la première fois.

Inconnu d'un très grand nombre d'entre vous à l'ouverture de cette campagne, nous faisions rapidement connaissance par les contacts et les réunions électorales et, malgré un contexte difficile, vous m'accordiez votre confiance dans la proportion de 48.58 %.

Ceci ne laissait aucun doute sur les résultats que j'aurais obtenus dans une conjoncture favorable.

AUJOURD'HUI JE ME PRÉSENTE A VOS SUFFRAGES DANS UN CONTEXTE NOUVEAU ET TOTALEMENT DIFFÉRENT.

En effet, les événements que nous venons de vivre et dont le dénouement aurait pu être tragique, témoignent d'un profond malaise chez :

— **Les agriculteurs** petits et moyens touchés par la mévente de la plupart de leurs produits et toujours sacrifiés au profit des grosses exploitations du Nord et de la région parisienne ;

— **Les ouvriers et les salariés** devant l'insécurité de l'emploi, la réforme de la sécurité sociale, le problème des salaires, etc. ;

— **Les commerçants, les petites et moyennes entreprises** handicapés par la fiscalité et les charges et très inquiets pour leur avenir ;

— **Les jeunes :** ouvriers, paysans, étudiants, préoccupés par leur avenir professionnel et désireux de participer à son élaboration.

Alertés par les récents événements, le Chef de l'Etat et le Chef du Gouvernement ont reconnu l'urgence de réformes profondes dans l'Enseignement et l'Université, dans l'économie et la politique sociale.

ALORS, POUR QUELLES RAISONS NOS GOUVERNANTS NE CÈDENT-ILS QU'A LA VIOLENCE ? (Manifestations paysannes en 1961, 1967 et 1968 ; manifestations étudiantes, ouvrières toutes récentes ; manifestations de 1963 des commerçants, artisans, industriels, ouvriers, contre le projet de réforme tarifaire de la S.N.C.F. qui aurait asphyxié la région s'il avait été adopté.)

— Parce qu'un grand nombre d'élus locaux, absolument inconditionnels, ne sont pas intervenus énergiquement près de nos gouvernants pour faire valoir à temps les aspirations profondes et les préoccupations des populations qu'ils avaient la charge de représenter.

— Parce que la majorité élue en 1967 ne représentait pas la majorité des Français (scrutin d'arrondissement : U.N.R. plus Giscardiens : 42,99 %), et qu'un gouvernement ne peut avoir de l'autorité que s'il repose sur plusieurs formations politiques représentant réellement la majorité des Français.

IL FAUT TIRER LES LEÇONS DE LA CRISE.

UNE NOUVELLE MAJORITÉ INCONDITIONNELLE NOUS CONDUIRAIT AUX MÊMES ERREURS avec des conséquences encore plus graves car les prochaines crises risqueraient de nous faire perdre nos libertés républicaines auxquelles nous sommes profondément attachés.

Nous avons donc le choix entre trois solutions :

— **La première :** Changer de politique et de République. C'est celle à laquelle travaille le Parti communiste et que nous devons refuser absolument.

— **La deuxième :** Ne changer ni de politique ni de République. C'est celle de la majorité sortante qui a amené les événements de ces temps derniers. Nous ne pouvons plus l'accepter.

— **La troisième : CHANGER DE POLITIQUE SANS CHANGER DE RÉPUBLIQUE.** C'est celle de tous les Français lucides qui voteront pour des candidats :

- décidés à constituer une majorité différente qui se refuse à l'inconditionnalité par un changement de politique et de méthode dans le cadre de la Constitution, sans mettre en cause le mandat présidentiel du général de Gaulle.
- qui refusent énergiquement la coupure de la France en deux blocs antagonistes (les communistes et les autres). En effet, la majorité actuelle voudrait accentuer cette coupure, ce qui à terme présente un risque très grave pour notre pays, car jamais en Démocratie une force politique ne garde indéfiniment le pouvoir et au pouvoir d'aujourd'hui succéderait un pouvoir communiste.
- qui œuvreront :
  - Pour une réforme de l'Enseignement et de l'Université, donnant à tous les jeunes, quel que soit leur milieu d'origine, des chances égales (il n'y a aujourd'hui dans les universités françaises que 8 % de fils d'ouvriers et 9 % de fils de paysans) ;
  - Pour une politique de revenu plus favorable aux petits salariés ;
  - Pour une politique agricole qui cesse de sacrifier l'agriculture de l'Ouest au profit des grosses exploitations des régions plus favorisées ;
  - Pour une politique sociale plus favorable aux personnes défavorisées : les veuves, les retraités, les vieillards à qui nous devons une grande reconnaissance ;
  - Pour un développement des activités commerciales et artisanales qui dépend en partie de l'amélioration des revenus des travailleurs ;
  - Pour une politique régionale par une décentralisation industrielle (15 000 jeunes quittent la Bretagne tous les ans), et par une décentralisation des pouvoirs élus dotés de finances et de moyens d'action.

Et enfin, pour un candidat qui sera réellement à la disposition des maires, des responsables des diverses institutions, des électeurs en général, par les différentes permanences organisées dans les cantons.

Ce programme n'est pas un catalogue de promesses. Tout ne peut être fait à la fois. **Il dégage l'orientation d'une politique au service de l'homme.**

Contre le désordre et l'anarchie,
Contre la coupure de la France en deux blocs,
Pour la PAIX,
la LIBERTÉ,
le PROGRÈS,
la DÉFENSE DE LA RÉPUBLIQUE,

Votez dès le premier tour

YVES CABIOCH **Candidat Républicain d'Action Sociale et Economique - Apparenté P.D.M.**

Vu le Candidat.

Imp. R. André, Morlaix.